



Appel de Bel-REDH au gouvernement belge

Le 28 octobre, le **vote sur le blocus américain contre Cuba aura lieu pour la 34e fois à l'ONU**. La Belgique a toujours voté dans le respect du droit international et des droits de l'homme. Mais aujourd'hui, les États-Unis exercent des pressions dans le monde entier pour que les pays votent contre. Nous demandons à la Belgique de ne pas céder à ces pressions et de voter à nouveau en faveur de la justice.

La résolution de l'ONU contre le blocus proposée par Cuba n'est pas une simple formalité. Cette année, deux nouveaux aspects importants viennent s'y ajouter.

Depuis le 29 janvier dernier, les États-Unis ont durci leurs mesures de blocus en instaurant un **blocus total sur les carburants et l'énergie**, ce qui revient à un blocus maritime autour de l'île. Cela entraîne d'énormes pénuries de carburant à Cuba, avec pour conséquences des problèmes de transport, des coupures d'électricité pouvant atteindre 22 heures par jour, ainsi que des difficultés de production qui se traduisent sans doute de la manière la plus criante par la pénurie de médicaments. Seuls 30 % des médicaments de base sont actuellement disponibles pour la population. La proposition de résolution dénonce vivement ce blocus énergétique et ses conséquences.

Depuis janvier, les mesures coercitives prises par les États-Unis à l'encontre de Cuba se multiplient. Les pays et les entreprises sont sanctionnés par des droits d'importation s'ils entretiennent des relations économiques avec Cuba. En conséquence, plus de 7 000 conteneurs sont bloqués dans les ports des Caraïbes, ce qui entraîne à Cuba une pénurie considérable de produits parfois indispensables à la survie. Visa et Mastercard ont suspendu leurs opérations financières. Plusieurs grandes chaînes hôtelières internationales ont quitté l'île.

Près de 100 000 Cubains sont sur liste d'attente pour des opérations qui ne peuvent avoir lieu faute d'électricité, de matériel médical et de médicaments nécessaires. 34 000 femmes enceintes ne peuvent pas passer d'échographies. Dans un pays qui disposait historiquement de l'un des programmes de vaccination les plus complets au monde, 67 000 enfants ne peuvent aujourd'hui pas être entièrement vaccinés. 120 000 patients atteints d'un cancer ne peuvent pas bénéficier du

traitement nécessaire. Depuis le début des mesures coercitives imposées par Trump, la mortalité infantile, qui était l'une des plus faibles au monde, a doublé.

Un deuxième aspect concerne la **pression sans précédent exercée par les États-Unis pour contraindre les pays à voter contre la résolution**. Avant le vote, les États-Unis mènent une 'diplomatie de la coercition' sans précédent, recourant notamment à des menaces de droits de douane, à la suspension de programmes de coopération et au refus de visas, dans le but d'influencer le vote des autres pays et de saper le soutien à la résolution cubaine.

Plus que jamais, l'impact du blocus financier, économique et commercial imposé par les États-Unis à Cuba est évident : il s'agit d'une **punition collective infligée à toute une population** afin qu'elle se rebelle contre son gouvernement, car sa situation devient inhumaine et invivable. Cela constitue une **violation de toute forme de droit international**.

Le cynisme du gouvernement américain ne connaît quant à lui aucune limite. « Les sanctions contre le régime cubain ne feront que s'intensifier (...), elles ne comportent aucune clause de sauvegarde », a déclaré le secrétaire d'État américain Marco Rubio.

C'est pourquoi nous appelons le gouvernement belge à réaffirmer son soutien traditionnel à la résolution de l'ONU contre le blocus cubain et à plaider, au sein de l'UE, pour ne pas céder au chantage politique américain concernant ce vote.

Bel-REDH

Section belge du Réseau des intellectuels, artistes et mouvements sociaux pour la défense de l'humanité

redh.belgium@gmail.com